



Numéro de cahier



# QUESTIONNAIRE

**ÉVALUATION FINALE — JOUR 1 — H**  
**18 ET 19 JANVIER 2021**

**SESSION AUTOMNE 2020**  
**ANNÉE SCOLAIRE 2020-2021**



<b>DOSSIER 1 (12 POINTS)</b>
------------------------------

**La mise en situation du dossier 1 est évolutive : tous les faits complémentaires que vous y trouverez s'ajoutent à la trame de faits principale.**

Lucien Gauthier a souscrit un abonnement annuel au centre de conditionnement physique Gym1709 inc. S'étant blessé gravement en effectuant un exercice, Lucien en tient le centre responsable et donne mandat à M<sup>e</sup> Charline Lemieux de déposer une demande introductive d'instance contre Gym1709 inc. pour le préjudice subi. Les principaux faits sont les suivants.

Le 30 août 2019, Lucien se rend au centre de conditionnement physique pour une séance de musculation faisant partie d'un programme préparé pour lui par un entraîneur du centre. Ce programme prévoit notamment un exercice visant à renforcer les muscles du dos : à l'aide d'un appareil, l'utilisateur, en position assise, abaisse avec ses bras une barre horizontale située au-dessus de sa tête jusqu'au niveau de son thorax et remonte ensuite la barre au-dessus de sa tête. Ce mouvement doit être répété douze fois.

C'est en effectuant cet exercice que Lucien s'est infligé une blessure au nez. En effet, lors de la première série de douze mouvements, un crochet de l'appareil rattachant la barre horizontale à un câble d'acier a agrippé le coin de sa narine gauche lors de la remontée de la barre, ce qui lui a déchiré la peau de la narine et lui a brisé le nez.

Au moment des événements du 30 août 2019, Jules Labonté était l'agent de sécurité à l'emploi d'ImmoQuébec inc., propriétaire de l'immeuble abritant les locaux de Gym1709 inc. De son poste au rez-de-chaussée de l'immeuble, Jules a entendu les cris de douleurs de Lucien. Il s'est précipité à l'étage pour voir Lucien perdre conscience dans une mare de sang. Il a composé le 9-1-1 et est demeuré avec Lucien jusqu'à l'arrivée des ambulanciers. Jules a donné sa version des événements à l'ambulancière Claire Fecteau. Il a notamment déclaré avoir déjà vu une affiche « AVIS DE DANGER » posée sur l'appareil sur lequel Lucien s'est blessé, mais avoir constaté depuis que cette affiche avait été enlevée. L'ambulancière a consigné le tout dans un rapport en deux exemplaires dont l'un a été remis à l'infirmière responsable des urgences de l'hôpital où Lucien a été transporté. Après avoir relu l'exemplaire du rapport, Jules a reconnu que cette déclaration était exacte.

Lucien a été opéré d'urgence à la suite de cet accident. Son incapacité totale temporaire a été de huit semaines. À ce titre, il a perdu une somme de 8 000 \$, son revenu brut hebdomadaire étant de 1 000 \$. Son incapacité partielle permanente, établie par un expert, s'élève à 4 % (zone d'hypo-sensibilité de la pointe nasale gauche et perte de sensibilité au niveau endo-nasal). Le montant total réclamé sous ce chef est de 26 000 \$. Pour ce qui est du préjudice esthétique de 2 %, la somme réclamée est de 10 000 \$. Enfin, la réclamation à titre de douleurs, souffrances et inconvénients s'élève à 20 000 \$. Ces réclamations sont appuyées par une expertise écrite de D<sup>re</sup> Isabelle Laurier, oto-rhino-laryngologiste. Lucien poursuit donc Gym1709 inc. pour un total de 64 000 \$.

Dans sa demande introductive d'instance, Lucien allègue la faute de Gym1709 inc. et de ses préposés, invoquant plus particulièrement la mauvaise installation et le défaut d'entretien de l'appareil, les conseils erronés de ses préposés, un défaut de surveillance et finalement le fait que le crochet de l'appareil constituait un piège. M<sup>e</sup> Charline Lemieux, avocate de Lucien, communique et produit le rapport de D<sup>re</sup> Isabelle Laurier selon les dispositions de l'article 293 du Code de procédure civile. M<sup>e</sup> Bruno Mercille, avocat de Gym1709 inc., ne donne pas suite à la communication et à la production du rapport de D<sup>re</sup> Laurier.

Dans sa défense, Gym1709 inc. allègue notamment que ses installations sont sécuritaires, que le crochet concerné ne constituait pas un piège et que Lucien a été l'artisan de son propre malheur en ce qu'il ne s'est pas comporté en personne prudente et diligente. Gym1709 inc. allègue de plus que Lucien a reconnu qu'il n'était pas en état de s'entraîner ce jour-là et qu'il a donc mal manœuvré l'appareil. D'ailleurs, une autre cliente qui s'entraînait au même moment que Lucien, Caroline Bordeleau, a rédigé une déclaration où elle affirme que Lucien ne faisait aucunement attention à ce qu'il faisait, plus occupé à la draguer. Enfin, Gym1709 inc. prétend dans sa défense qu'elle n'est pas responsable des accidents, comme l'indiquent le contrat ainsi que les nombreux avis écrits affichés dans le centre de conditionnement physique. M<sup>e</sup> Mercille a soumis Lucien à une contre-expertise. D<sup>r</sup> Karl Dagenais a rédigé une contre-expertise écrite. M<sup>e</sup> Mercille notifie à M<sup>e</sup> Lemieux, sous l'autorité de l'article 264 C.p.c., un avis de mise en demeure de reconnaître l'origine et l'intégrité des documents suivants qui sont joints à l'avis :

P-1 : Le contrat d'achat et de service d'entretien de l'exerciseur entre Gym en Gros et Gym1709 inc.

P-2 : Le contrat d'abonnement annuel de Lucien Gauthier signé avec Gym1709 inc.

P-3 : Le rapport de contre-expertise du Dr Karl Dagenais.

P-4 : Le dossier médical de Lucien Gauthier.

P-5 : La déclaration écrite de Caroline Bordeleau.

M<sup>e</sup> Lemieux n'a pas répondu à la mise en demeure. Le dossier est complet de part et d'autre et l'instruction a lieu aujourd'hui, le 18 janvier 2021.

L'instruction débute et le premier témoin de M<sup>e</sup> Lemieux est Lucien, le demandeur. Lors du contre-interrogatoire, M<sup>e</sup> Mercille, avocat de Gym1709 inc., lui pose notamment les questions suivantes :

Q : Monsieur Gauthier, n'est-il pas vrai qu'au moment de l'accident, vous étiez sous l'effet de médicaments?

R : Euh...oui.

Q : Et n'est-il pas vrai également que ces médicaments vous causent régulièrement des étourdissements et des vertiges?

R : Oui, quelquefois...

Q : Et vous admettez avec moi que vous aviez alors de la difficulté à synchroniser vos mouvements?

[...]

## QUESTION 1

M<sup>e</sup> Charline Lemieux, avocate du demandeur Lucien Gauthier, aurait-elle dû formuler une objection à cette série de questions? Parmi les affirmations suivantes, laquelle est VRAIE? Noircissez LA CASE qui correspond à la bonne réponse sur votre feuillet de réponses.

a) Oui, car toutes les questions visaient à obtenir un aveu judiciaire, ce qui est interdit.

- b) Oui, car les questions relatives à la consommation de médicaments n'étaient pas pertinentes au litige.
- c) Oui, car les questions visaient uniquement à harceler et à humilier le témoin.
- d) Oui, car Lucien Gauthier n'étant pas un témoin expert, il ne pouvait témoigner sur les effets d'un médicament.
- e) Non, car la valeur probante de cette preuve testimoniale pourra être soulevée lors de l'argumentation.

## QUESTION 2

Dans l'hypothèse où le tribunal accueillerait une objection formulée par M<sup>e</sup> Charline Lemieux sur les questions et réponses précédentes, M<sup>e</sup> Bruno Mercille pourrait-il en appeler immédiatement de cette décision? Parmi les affirmations suivantes, laquelle est VRAIE? Noircissez LA CASE qui correspond à la bonne réponse sur votre feuillet de réponses.

- a) Oui, M<sup>e</sup> Bruno Mercille peut faire appel de plein droit de cette décision.
- b) Oui, car cette décision décide en partie du litige.
- c) Oui, il y a un appel immédiat possible, sous réserve d'une demande pour permission.
- d) Non, il n'y a jamais d'appel possible d'une décision portant sur la recevabilité d'une preuve testimoniale.
- e) Non, car cette décision ne peut être mise en question que sur appel du jugement final.

## FAITS COMPLÉMENTAIRES

Le deuxième témoin appelé par M<sup>e</sup> Lemieux est l'ambulancière Claire Fecteau dont le rapport a été dûment communiqué et produit dans les délais requis. Le seul but de son témoignage est de produire son rapport et d'en mettre le contenu en preuve en l'absence de Jules, l'agent de sécurité qui est décédé.

### QUESTION 3

Que devrait plaider M<sup>e</sup> Charline Lemieux pour que la déclaration de Jules Labonté, consignée dans le rapport de Claire Fecteau, soit admise en preuve? Parmi les affirmations suivantes, laquelle est VRAIE? Noircissez LA CASE qui correspond à la bonne réponse sur votre feuillet de réponses.

- a) Comme la déclaration de Jules Labonté est rapportée dans le rapport que Claire Fecteau a préparé, a en sa possession et en témoigne, le rapport est admissible en preuve pour prouver cette déclaration.
- b) Comme le rapport de Claire Fecteau est un document établi dans le cours des activités de l'entreprise ambulancière, le rapport est présumé fiable et est admissible en preuve pour prouver la déclaration de Jules Labonté.
- c) Comme le rapport de Claire Fecteau consigne la déclaration de Jules Labonté qui est un tiers au litige, le rapport est donc fiable et est admissible en preuve pour prouver la déclaration de ce dernier.
- d) Comme le rapport de Claire Fecteau relate des faits dont elle a personnellement connaissance, soit la déclaration que Jules Labonté lui a faite, si sa fiabilité est démontrée, le rapport est admissible en preuve pour prouver cette déclaration.
- e) Comme le rapport de Claire Fecteau consigne la déclaration de Jules Labonté qui a reconnu que ce rapport reproduisait fidèlement sa déclaration, si sa fiabilité est démontrée, le rapport est admissible en preuve pour prouver cette déclaration.

## FAITS COMPLÉMENTAIRES

Le procès se poursuit. M<sup>e</sup> Lemieux, avocate de Lucien, informe le tribunal qu'elle n'a pas d'autre témoin à faire entendre. Elle indique au tribunal que le rapport du médecin expert, D<sup>re</sup> Laurier, se trouve déjà au dossier de la cour. Elle affirme d'ailleurs qu'elle s'y référera pendant sa plaidoirie et que le tribunal pourra en prendre plus ample connaissance à ce moment-là.

M<sup>e</sup> Mercille, avocat de Gym1709 inc., indique au tribunal qu'il n'entend pas consentir à la production de ce rapport tel quel, ni en admettre le contenu, ni même admettre que le témoin, s'il était présent, viendrait témoigner conformément au contenu de son rapport. M<sup>e</sup> Mercille affirme alors au tribunal qu'il a absolument besoin d'obtenir des précisions sur certains points du rapport. Il exige donc que D<sup>re</sup> Laurier se présente au tribunal.

### QUESTION 4

**M<sup>e</sup> Bruno Mercille, avocat de la défenderesse Gym1709 inc., a-t-il raison d'exiger la présence de D<sup>re</sup> Isabelle Laurier au tribunal? Parmi les affirmations suivantes, laquelle est VRAIE? Noircissez LA CASE qui correspond à la bonne réponse sur votre feuillet de réponses.**

- a) Oui, puisqu'il n'est aucunement forcé d'admettre que le témoin absent viendrait témoigner conformément au contenu de son rapport d'expert.
- b) Oui, car le simple dépôt du rapport de D<sup>re</sup> Isabelle Laurier fera en sorte que M<sup>e</sup> Bruno Mercille ne pourra pas contre-interroger le témoin sur ses constatations.
- c) Oui, car la production en preuve du rapport de D<sup>re</sup> Isabelle Laurier à titre de témoignage constitue du oui-dire.
- d) Non, parce que le rapport de D<sup>re</sup> Isabelle Laurier peut être admis à titre de témoignage, car les conditions prévues au Code de procédure civile sont respectées.
- e) Non, le rapport de D<sup>re</sup> Isabelle Laurier peut être admis à titre de témoignage, car en l'espèce les critères de nécessité et de fiabilité sont satisfaits.



## FAITS COMPLÉMENTAIRES

La preuve de la demande est déclarée close.

M<sup>e</sup> Mercille débute sa preuve en référant aux pièces P-1 à P-5 pour lesquelles il a notifié, sous l'autorité de l'article 264 C.p.c., un avis de mise en demeure d'en reconnaître l'origine et l'intégrité, avis auquel M<sup>e</sup> Lemieux n'a pas répondu.

### QUESTION 5

Parmi les énoncés suivants, indiquez lequel est VRAI. Noircissez LA CASE qui correspond à la bonne réponse sur votre feuillet de réponses.

- a) L'avis selon l'article 264 C.p.c. est un moyen utile pour faire reconnaître l'origine du contrat d'achat et de service d'entretien de l'exerciseur entre Gym en Gros et Gym1709 inc. (pièce P-1).
- b) L'avis selon l'article 264 C.p.c. est un moyen utile pour faire reconnaître l'origine du contrat d'abonnement annuel de Lucien Gauthier signé avec Gym1709 inc. (pièce P-2).
- c) L'avis selon l'article 264 C.p.c. est un moyen utile pour faire reconnaître l'origine du rapport de contre-expertise du D<sup>r</sup> Karl Dagenais (pièce P-3).
- d) L'avis selon l'article 264 C.p.c. est un moyen utile pour faire reconnaître l'origine du dossier médical de Lucien Gauthier (pièce P-4).
- e) L'avis selon l'article 264 C.p.c. est un moyen utile pour faire reconnaître l'origine de la déclaration écrite de Caroline Bordeleau (pièce P-5).

## FAITS COMPLÉMENTAIRES

Le premier témoin en défense est Noémie Leclerc, qui fréquente assidûment le centre de conditionnement physique. Lorsque M<sup>e</sup> Mercille, qui a allégué le contenu de son témoignage

dans un énoncé de sa défense, lui demande de relater ce qu'elle connaît de l'accident survenu à Lucien, elle indique ce qui suit :

R : « Je n'étais pas là le jour de l'accident, mais je peux vous dire comment c'est arrivé. Lorsque j'ai appris que Lucien avait eu un accident, je suis allée le voir à l'hôpital. Lucien n'est pas un grand ami, mais c'est une personne que j'estime beaucoup. Comme je suis une fidèle cliente de Gym1709 inc., on s'entraîne souvent ensemble. Lors de ma visite à l'hôpital, il dormait, alors on n'a pas parlé. Quelques semaines après sa sortie de l'hôpital, je suis allée prendre un thé chez lui. Il m'a alors indiqué que l'accident était arrivé parce qu'il était distrait et qu'il n'a pas suivi les directives du préposé, ce qui a produit la fausse manœuvre et tout le reste.... »

#### **QUESTION 6**

**M<sup>e</sup> Charline Lemieux, avocate du demandeur Lucien Gauthier, aurait-elle dû formuler une objection à cette réponse? Parmi les affirmations suivantes, laquelle est VRAIE? Noircissez LA CASE qui correspond à la bonne réponse sur votre feuillet de réponses.**

- a) Oui, car le témoin tente de prouver une déclaration extrajudiciaire antérieure sans avoir obtenu la permission du tribunal ou sans le consentement de l'autre partie, tel qu'il est prévu à l'article 2869 C.c.Q.
- b) Oui, car Noémie Leclerc n'ayant pas eu personnellement connaissance des faits qu'elle relate, il s'agit de oui-dire.
- c) Oui, car seul un témoin expert peut donner son opinion au sujet des causes de l'accident.
- d) Non, car elle n'a pas demandé la radiation de cet énoncé de la défense.
- e) Non, car elle n'a aucun motif d'objection.

## DOSSIER 2 (14 POINTS)

### Problème 1

La mise en situation du problème 1 du dossier 2 est évolutive : tous les faits complémentaires que vous y trouverez s'ajoutent à la trame de faits principale.

Groupe Faramont inc. (ci-après « Faramont ») est une société par actions, constituée en 2011 en vertu de la *Loi sur les sociétés par actions* (ci-après « *L.s.a.* »). Cette société a toujours bénéficié de la dispense d'émetteur fermé pour les fins de l'application de la *Loi sur les valeurs mobilières*; elle a aussi produit toutes les déclarations exigées en vertu de la *Loi sur la publicité légale des entreprises*.

Son capital-actions consiste en un nombre illimité d'actions de catégorie « A » qui comportent les trois droits prévus à l'article 47 *L.s.a.* Les statuts prévoient aussi la clause suivante :

« Restrictions sur le transfert des titres ou des actions

Tant et aussi longtemps que la société bénéficie de la dispense d'« émetteur fermé » en vertu du *Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus*, toute cession de titres de la société, à l'exception des titres de créance non convertibles, est assujettie soit au consentement du conseil d'administration attesté par une résolution, soit aux restrictions contenues dans une convention entre les porteurs de ces titres. »

Depuis la réunion d'organisation de Faramont, le conseil d'administration est formé de trois administrateurs : Florence Faucher, Normand Blais et Victoria Montreuil.

Au moment de la réunion d'organisation, ces trois administrateurs ont souscrit chacun à 10 000 actions de catégorie « A » du capital-actions de Faramont pour un montant total de 10 \$ par action entièrement payé. Ils détiennent toujours ces actions.

Lors d'une réunion du conseil d'administration tenue le 30 avril 2018, 10 000 actions de catégorie « A » ont été émises à Gabriel Payette. Ces actions ont été émises pour une contrepartie de 20 \$ chacune, payable 5 \$ par action au moment de l'émission et le solde en

trois paiements annuels, égaux et consécutifs de 5 \$ par action par année, le premier de ces trois paiements devenu dû le 30 avril 2019. En date du 30 avril 2020, il ne reste qu'un dernier paiement à effectuer, celui du 30 avril 2021.

Le 30 avril 2018, Florence, Normand, Victoria et Gabriel ont signé une entente comportant les clauses suivantes :

- Les actionnaires conviennent que, dans le cas où des nouvelles actions d'une catégorie du capital-actions autorisé de la société seraient émises, les personnes qui détiendront déjà des actions de cette catégorie auront, pendant un délai de 15 jours de la notification de ce droit, un droit de préférence pour souscrire à ces nouvelles actions en proportion du nombre d'actions qu'elles détiennent dans cette catégorie.
- Les actionnaires s'engagent à ne pas vendre ou céder leurs actions dans la société sans les avoir au préalable offertes aux autres actionnaires.
- Le retrait d'un actionnaire des affaires de la société ou son décès déclenchera une offre irrévocable de vente de ses actions en faveur des autres actionnaires.
- Chacun des actionnaires s'engage à fournir à la société les mises de fonds ou les cautionnements dont elle aura besoin pour bien fonctionner, au prorata de sa détention d'actions.
- Chacun des actionnaires s'engage à exercer son droit de vote aux assemblées des actionnaires pour que chacun des actionnaires soit élu et réélu administrateur de la société.

Faramont est intervenue à cette entente.

## QUESTION 7

À quelle(s) obligation(s) Groupe Faramont inc. était-elle assujettie, en vertu de la *Loi sur la publicité légale des entreprises*, à la suite de la signature de cette entente? Noircissez LA CASE qui correspond à la bonne réponse sur votre feuillet de réponses.

- a) À la suite de la signature de cette entente, Groupe Faramont inc. devait produire au registre des entreprises une déclaration de mise à jour indiquant l'existence de cette entente.
- b) À la suite de la signature de cette entente, Groupe Faramont inc. devait produire au registre des entreprises une déclaration de mise à jour indiquant le nom et le domicile des actionnaires signataires.
- c) À la suite de la signature de cette entente, Groupe Faramont inc. devait produire au registre des entreprises une déclaration de mise à jour indiquant l'existence de cette entente; une copie de l'entente devait être jointe à la déclaration de mise à jour.
- d) À la suite de la signature de cette entente, Groupe Faramont inc. devait produire au registre des entreprises une déclaration de mise à jour indiquant le nom et le domicile des actionnaires signataires; une copie de l'entente devait être jointe à la déclaration de mise à jour.
- e) À la suite de la signature de cette entente, Groupe Faramont inc. devait produire au registre des entreprises une déclaration de mise à jour indiquant l'existence de cette entente et le nom et le domicile des actionnaires signataires; une copie de l'entente devait être jointe à la déclaration de mise à jour.

### **FAITS COMPLÉMENTAIRES**

Le 4 janvier 2021, Gabriel vend les 10 000 actions de catégorie « A » du capital-actions de Faramont qu'il détient à Béatrice Fernandez, une femme d'affaires prospère, pour la somme de 50 000 \$ payée comptant; de plus, Béatrice s'engage à verser à Faramont le solde du prix d'émission de ces actions dû par Gabriel.

Au moment de la transaction, Béatrice reçoit le certificat d'actions qui représente les actions vendues. Ce certificat, dûment endossé par Gabriel, ne fait état d'aucune restriction sur le transfert des actions ni de l'existence d'une entente entre les actionnaires. De plus, Béatrice ignore l'existence de la restriction sur le transfert des titres ou des actions prévue dans les

statuts de Faramont ainsi que celle de l'entente intervenue entre les actionnaires le 30 avril 2018.

Le 6 janvier 2021, Béatrice se présente au siège de Faramont et remet une lettre dans laquelle elle demande d'être inscrite comme actionnaire de la société au registre des valeurs mobilières et de se faire délivrer un nouveau certificat d'actions. Le certificat d'actions dûment endossé par Gabriel accompagne cette lettre.

Aujourd'hui, le 18 janvier 2021, le conseil d'administration répond à Béatrice qu'il refuse d'inscrire à son nom les 10 000 actions de catégorie « A » qui lui ont été vendues.

À l'appui de son refus, le conseil d'administration invoque les trois arguments suivants :

**Argument 1**

La loi interdit au conseil d'administration d'une société par actions de procéder à l'inscription d'un transfert d'actions non entièrement payées.

**Argument 2**

Les statuts de Faramont confèrent entière discrétion au conseil d'administration pour refuser ce transfert d'actions.

**Argument 3**

Gabriel a contrevenu à l'entente signée par les actionnaires le 30 avril 2018. Il a omis d'offrir au préalable ses actions aux autres actionnaires, soit Florence, Normand et Victoria. En conséquence, le transfert des actions à Béatrice est illégal.

**QUESTION 8**

Ces arguments invoqués par le conseil d'administration de Groupe Faramont inc. sont-ils fondés? Noircissez LA CASE qui correspond à la bonne réponse sur votre feuillet de réponses.

a)    **Aucun de ces arguments n'est fondé.**

- b) Seul l'argument 1 est fondé.
- c) Seul l'argument 2 est fondé.
- d) Seul l'argument 3 est fondé.
- e) Seuls les arguments 1 et 2 sont fondés.
- f) Seuls les arguments 1 et 3 sont fondés.
- g) Seuls les arguments 2 et 3 sont fondés.
- h) Ces trois arguments sont fondés.

#### **FAITS COMPLÉMENTAIRES**

Julie Dupré a été nommée vérificatrice (auditrice indépendante de la société) pour un mandat d'un an lors de la dernière assemblée annuelle des actionnaires tenue le 15 juin 2020. Or, Julie est décédée le 28 décembre 2020.

Lors de la réunion du conseil d'administration tenue aujourd'hui, le 18 janvier 2021, à laquelle tous les administrateurs assistaient, les résolutions suivantes ont été adoptées :

##### **Résolution 1**

À la suite du décès de Julie Dupré, il est résolu de ne pas combler la vacance au poste de vérificateur pour la durée non écoulée du mandat.

##### **Résolution 2**

Il est résolu d'acquérir tous les éléments d'actif d'Apex Industries inc., une société par actions du Manitoba, pour un prix de 1 500 000 \$ payé comptant.

**Résolution 3**

Il est résolu d'autoriser le président de la société à constituer, en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, une filiale dont le siège social sera situé à Winnipeg, au Manitoba.

**Résolution 4**

Il est résolu de convertir toutes les actions émises de catégorie « A » du capital-actions de la société en un nombre identique d'actions de catégorie « B ».

**Résolution 5**

Il est résolu d'émettre à chaque actionnaire de la société 5 000 nouvelles actions de catégorie « A » moyennant une contrepartie de 10 \$ par action.

Aux fins de répondre à la question suivante, tenez pour acquis que les statuts, le règlement intérieur et l'entente entre actionnaires ne contiennent aucun élément susceptible d'influencer votre réponse.

**QUESTION 9**

Parmi les cinq résolutions adoptées par le conseil d'administration de Groupe Faramont inc. lors de la réunion du 18 janvier 2021, indiquez lesquelles le conseil d'administration peut adopter seul sans l'autorisation des actionnaires pour en assurer la légalité. Noircissez LES CASES qui correspondent à la bonne réponse sur votre feuillet de réponses.

- a) Résolution 1.
- b) Résolution 2.
- c) Résolution 3.
- d) Résolution 4.
- e) Résolution 5.



## Problème 2

Paméla Girard, la présidente d'Espace PAM inc. (ci-après « PAM »), une société constituée le 15 juin 2015 en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* (ci-après « *L.c.s.a.* »), vous consulte aujourd'hui, le 18 janvier 2021.

Le capital social de la société comporte trois catégories d'actions :

- un nombre illimité d'actions de catégorie « A » qui comportent les trois droits énoncés à l'article 24 (3) *L.c.s.a.*;
- un nombre illimité d'actions de catégorie « B » sans droit de vote, participantes quant aux dividendes et donnant droit au détenteur de recevoir lors de la liquidation de la société, en priorité sur les actions de catégorie « A », le montant versé au compte capital déclaré tenu pour ces actions de catégorie « B » au moment de leur émission. Ces actions ne confèrent aucun droit de participation additionnelle lors de la liquidation;
- un nombre illimité d'actions de catégorie « C » sans droit de vote, qui confèrent à leur détenteur le droit à un dividende annuel fixe, non cumulatif, préférentiel aux actions de catégories « A » et « B » au taux de 10 % du prix de rachat de ces actions. Ces actions donnent aussi droit de recevoir, lors de la liquidation de la société, en priorité sur les autres catégories, un montant égal à leur prix de rachat. Les actions de catégorie « C » sont rachetables à la demande de leur détenteur pour un prix de rachat égal au montant versé au compte capital déclaré tenu pour ces actions plus une prime de 2 \$ l'action.

Les éléments pertinents du bilan en date d'aujourd'hui de PAM sont les suivants :

Espace PAM inc. BILAN au 18 janvier 2021			
ACTIF		PASSIF	
Actif à court terme	80 000 \$	Passif à court terme	30 000 \$
Immobilisations corporelles	240 000 \$	Dette à long terme	<u>150 000 \$</u>
		Total du passif	180 000 \$
		CAPITAUX PROPRES	
		Capital déclaré	
		100 actions de catégorie « A »	100 \$
		10 000 actions de catégorie « B »	10 000 \$
		12 000 actions de catégorie « C »	120 000 \$
		Bénéfices non répartis	9 900 \$
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>320 000 \$</b>	<b>TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES</b>	<b>320 000 \$</b>

La valeur de réalisation de l'actif est de 320 000 \$, soit sa valeur comptable.

Les actions émises sont détenues par les personnes suivantes qui ont versé à la société, au moment de l'émission, la contrepartie indiquée ci-dessous :

Nom	Actions	Contrepartie
Paméla Girard	100 actions de catégorie « A »	100 \$
Gestion Éla inc.	10 000 actions de catégorie « B »	10 000 \$
Jade Lee	12 000 actions de catégorie « C »	120 000 \$

Paméla est l'unique administratrice et dirigeante de PAM.

Récemment, Jade Lee a demandé le rachat des 12 000 actions de catégorie « C » du capital social de PAM qu'elle détient au prix de rachat fixé dans les statuts et le paiement de ce prix au plus tard le 18 janvier 2021.

Aujourd'hui, PAM a informé Jade du prix de rachat maximal qu'elle pouvait légalement verser pour ces 12 000 actions de catégorie « C ».

Aux fins de répondre à la question suivante, tenez pour acquis qu'à la suite du paiement de ce prix, Espace PAM inc. sera en mesure d'acquitter son passif à échéance.

#### QUESTION 10

Quel est le prix de rachat maximal qu'Espace PAM inc. peut légalement verser aujourd'hui à Jade Lee pour racheter les 12 000 actions de catégorie « C » du capital social d'Espace PAM inc. qu'elle détient? Noircissez LA CASE qui correspond à la bonne réponse sur votre feuillet de réponses.

- a) 9 900 \$
- b) 120 000 \$
- c) 129 900 \$
- d) 130 000 \$
- e) 140 000 \$
- f) 144 000 \$

#### Problème 3

La mise en situation du problème 3 du dossier 2 est évolutive : tous les faits complémentaires que vous y trouverez s'ajoutent à la trame de faits principale.

Centre de formation Diploméo inc. (ci-après « Diploméo ») est une société par actions constituée en vertu de la *Loi sur les sociétés par actions* (ci-après « *L.s.a.* »). Logan McDuff, Rosalie Bérubé, Léo Miranda et Line Coutu en sont les administrateurs et les actionnaires. Le capital-actions de Diploméo est constitué d'un nombre illimité d'actions sans valeur nominale qui comportent les trois droits énumérés à l'article 47 *L.s.a.*

Le 8 février 2015, s'est tenue la réunion d'organisation. À cette occasion, le conseil d'administration a émis 1 000 actions chacun à Logan, à Rosalie, à Léo et à Line pour une contrepartie de 1 \$ par action.

Le 15 novembre 2017, le conseil d'administration a émis 10 000 actions supplémentaires à Logan, pour une contrepartie de 10 \$ par action payable au moment de l'émission.

Le 19 août 2019, le conseil d'administration a émis 5 000 actions à Léo et 5 000 actions à Line, pour une contrepartie de 15 \$ par action.

Toutes ces actions, les seules en circulation, sont entièrement payées.

Line entend se retirer complètement de la société. Aujourd'hui, elle a rencontré Logan, Rosalie et Léo. Au terme de leur rencontre, ils se sont entendus verbalement pour que Line vende à Diploméo toutes les actions qu'elle détient dans le capital-actions de Diploméo. Le prix convenu est de 100 000 \$ payé comptant; de plus, Diploméo libérera Line d'une avance de 20 000 \$ que la société lui a consentie en 2020.

**Aux fins de répondre à la question suivante, tenez pour acquis que l'acquisition des actions de Line Coutu a été conclue conformément à l'entente intervenue entre les parties aujourd'hui le 18 janvier 2021.**

#### **QUESTION 11**

**Indiquez le nouveau montant du capital-actions émis et payé des actions de Centre de formation Diploméo inc. à la suite de l'acquisition des actions de Line Coutu. Noircissez LA CASE qui correspond à la bonne réponse sur votre feuillet de réponses.**

- a) 170 500 \$
- b) 178 000 \$
- c) 190 500 \$
- d) 210 500 \$
- e) 248 000 \$

## FAITS COMPLÉMENTAIRES

Rosalie Bérubé est actionnaire et administratrice de deux sociétés par actions, Groupe Mobeco inc. et Matériaux Ozema inc. Elle vous consulte et vous pose certaines questions relativement aux affaires de ces sociétés.

Groupe Mobeco inc. est une société par actions régie par la *Loi sur les sociétés par actions*. Le conseil d'administration entend modifier certains articles du règlement intérieur de la société pour les remplacer par les suivants :

« [...]

Art. 22 Tout administrateur doit détenir au moins une action du capital-actions de la société.

[...]

Art. 38 L'avis de convocation à une réunion du conseil d'administration doit faire état de toute question qui nécessite l'approbation subséquente des actionnaires.

[...]

Art. 57 Lors d'une réunion du conseil d'administration, le président de la réunion bénéficie, en cas d'égalité de voix, d'une voix prépondérante. »

Aux fins de répondre à la question suivante, tenez pour acquis qu'aucune disposition des statuts de la société ou d'une convention entre actionnaires n'est susceptible d'influencer votre réponse.

### QUESTION 12

Ces articles 22, 38 et 57 du règlement intérieur de Groupe Mobeco inc. sont-ils conformes à la *Loi sur les sociétés par actions*? Noircissez LA CASE qui correspond à la bonne réponse sur votre feuillet de réponses.

- a) L'article 22 est conforme à la *Loi sur les sociétés par actions* alors que les articles 38 et 57 ne le sont pas.
- b) L'article 38 est conforme à la *Loi sur les sociétés par actions* alors que les articles 22 et 57 ne le sont pas.

- c) L'article 57 est conforme à la *Loi sur les sociétés par actions* alors que les articles 22 et 38 ne le sont pas.
- d) Les articles 22 et 38 sont conformes à la *Loi sur les sociétés par actions* alors que l'article 57 ne l'est pas.
- e) Les articles 38 et 57 sont conformes à la *Loi sur les sociétés par actions* alors que l'article 22 ne l'est pas.
- f) Les articles 22 et 57 sont conformes à la *Loi sur les sociétés par actions* alors que l'article 38 ne l'est pas.
- g) Les articles 22, 38 et 57 sont conformes à la *Loi sur les sociétés par actions*.

#### FAITS COMPLÉMENTAIRES

Quant à Matériaux Ozema inc., elle est une société régie par la *Loi sur les sociétés par actions*. Son capital-actions comporte deux catégories d'actions, qui ont les seuls droits et restrictions suivants :

- les actions de catégorie « A » ont les trois droits prévus à l'article 47 de la *Loi sur les sociétés par actions*;
- les actions de catégorie « B » sont sans droit de vote. Elles donnent droit de recevoir, en priorité sur les actions de catégorie « A », un dividende annuel, fixe, préférentiel au taux de 6 % par année calculé sur le montant versé à la subdivision du compte de capital-actions émis et payé tenue pour cette catégorie. Ces actions donnent droit de recevoir, lors de la liquidation de la société, en priorité sur les actions de catégorie « A », le montant versé à la subdivision du compte capital-actions émis et payé tenue pour cette catégorie. Ces actions sont rachetables en tout temps à la demande du détenteur.

Le conseil d'administration de Matériaux Ozema inc. procède à l'examen du capital-actions de la société. Il vous consulte afin de connaître les droits et restrictions attachés aux actions de catégorie « B ».

### **QUESTION 13**

Compte tenu des seuls droits et restrictions attachés aux actions du capital-actions autorisé de Matériaux Ozema inc. décrits ci-dessus, laquelle des affirmations suivantes correspond aux droits et restrictions attachés aux actions de catégorie « B »? Noircissez LA CASE qui correspond à la bonne réponse sur votre feuillet de réponses.

- a) Les actions de catégorie « B » donnent droit à un dividende cumulatif; elles bénéficient aussi d'un droit de participation additionnelle aux dividendes et au reliquat des biens.
- b) Les actions de catégorie « B » donnent droit à un dividende cumulatif; elles bénéficient aussi d'un droit de participation additionnelle aux dividendes, mais non d'un droit de participation additionnelle au reliquat des biens.
- c) Les actions de catégorie « B » donnent droit à un dividende cumulatif; elles bénéficient aussi d'un droit de participation additionnelle au reliquat des biens, mais non d'un droit de participation additionnelle aux dividendes.
- d) Les actions de catégorie « B » donnent droit à un dividende non cumulatif; elles bénéficient aussi d'un droit de participation additionnelle aux dividendes et au reliquat des biens.
- e) Les actions de catégorie « B » donnent droit à un dividende non cumulatif; elles bénéficient aussi d'un droit de participation additionnelle aux dividendes, mais non d'un droit de participation additionnelle au reliquat des biens.
- f) Les actions de catégorie « B » donnent droit à un dividende non cumulatif; elles bénéficient aussi d'un droit de participation additionnelle au reliquat des biens, mais non d'un droit de participation additionnelle aux dividendes.

### DOSSIER 3 (14 POINTS)

#### Problème 1

La mise en situation du problème 1 du dossier 3 est évolutive : tous les faits complémentaires que vous y trouverez s'ajoutent à la trame de faits principale.

L'Académie Bonaparte (ci-après « Académie »), une école primaire de Québec fondée en 2007, est une école privée subventionnée, c'est-à-dire que son financement provient en partie des frais d'admission annuels payés par les parents et en partie de subventions du gouvernement du Québec.

Environ 450 enfants de la 1<sup>re</sup> à la 6<sup>e</sup> année fréquentent l'Académie qui emploie 28 enseignants à temps plein. Le Syndicat des enseignants de l'école Académie Bonaparte (ci-après « S.E.E.A.B. ») a été accrédité en octobre 2013 pour représenter « tous les enseignants qui sont à l'emploi de l'école Académie Bonaparte ». Le S.E.E.A.B. et l'Académie ont conclu une seconde convention collective en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2017 et qui expirera le 31 août 2021.

Le personnel administratif et professionnel de l'Académie se compose de neuf salariés. Parmi ceux-ci, on compte deux secrétaires, un psychoéducateur, une orthophoniste, deux concierges et trois employés de bureau qui s'occupent des tâches liées à l'administration de l'Académie. Le personnel administratif et professionnel de l'Académie n'est pas syndiqué.

Marlène Lévesque est la directrice de l'Académie depuis sa fondation. Elle est ultimement responsable de tout ce qui s'y passe. Elle gère les relations avec le gouvernement du Québec et le ministère de l'Éducation et elle s'occupe des relations avec les parents des enfants qui fréquentent l'Académie. Elle est également responsable des relations de travail avec le S.E.E.A.B. et de la gestion des ressources humaines des employés syndiqués et non syndiqués. Elle rend mensuellement compte de son travail aux membres du conseil d'administration de l'Académie.

Compte tenu de la charge de travail imposante de Marlène et de ses nombreuses responsabilités, l'Académie compte également sur les services d'un directeur adjoint à temps plein, Charles Bonin, qui a une formation universitaire en relations industrielles et qui est membre de l'Ordre



des conseillers en ressources humaines agréés. Charles assiste Marlène dans ses fonctions. Il s'occupe en grande partie de la gestion des ressources humaines à l'Académie. L'une de ses principales responsabilités est la gestion des dossiers en matière de santé et de sécurité au travail. Lorsqu'un employé formule une réclamation pour lésion professionnelle à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (ci-après « CNESST »), il représente l'Académie auprès des agents de celle-ci et il conseille Marlène quant aux décisions à prendre dans ces dossiers. Également, il accompagne Marlène aux réunions qui ont lieu avec le S.E.E.A.B. lorsqu'il est nécessaire de discuter des questions de relations de travail avec le syndicat. Finalement, Charles conseille Marlène pour tout ce qui concerne la gestion des ressources humaines des employés syndiqués et non syndiqués de l'Académie.

À l'Académie, la semaine de travail commence le lundi à 0 h et se termine le dimanche à 23 h 59. L'Académie n'a jamais établi d'année de référence pour les fins du calcul des congés annuels des salariés.

Marlène vient vous rencontrer aujourd'hui, le 18 janvier 2021, pour discuter de certains problèmes relatifs à la gestion des ressources humaines à l'Académie.

D'abord, elle désire discuter de la situation de Pascal Lebrun, l'un des deux concierges de l'Académie. Le 3 décembre 2020, venant de se rendre compte qu'il n'avait pas été correctement payé pour le 24 juin 2020, Pascal a demandé qu'on lui paie son indemnité pour ce jour férié.

À ce sujet, Marlène vous donne les informations suivantes :

- Pascal est à l'emploi de l'Académie depuis 2011;
- son salaire est de 20 \$ l'heure;
- il travaille normalement 40 heures par semaine, soit huit heures par jour du lundi au vendredi;
- à l'occasion, il peut être appelé à effectuer des heures supplémentaires pendant la semaine, mais il ne travaille jamais la fin de semaine;

- le mardi 23 juin 2020, l'Académie était ouverte pour permettre aux enseignants de terminer l'année scolaire; Pascal ne s'est pas présenté au travail alors qu'il aurait dû le faire;
- le vendredi 26 juin 2020, l'Académie était fermée afin d'accorder un congé compensatoire à l'ensemble des enseignants et du personnel administratif;
- la semaine suivante, questionné au sujet de son absence, Pascal lui a déclaré qu'il avait décidé de prendre un congé prolongé compte tenu que son épouse était également en congé le 23 juin;
- Pascal a admis à Marlène qu'il avait oublié de demander une autorisation d'absence sans solde pour la journée du 23 juin 2020, comme l'exige pourtant la politique de l'Académie. Cette politique réserve le droit à l'employeur d'accepter ou de refuser la demande de congé sans solde d'un salarié;
- Pascal s'est excusé de son oubli et a promis qu'à l'avenir il respecterait la politique de l'Académie concernant les congés sans solde;
- Pascal a été absent du travail pour cause de maladie du 18 mai 2020 au 29 mai 2020. Il n'a reçu aucun salaire durant cette période;
- de la mi-mai à la fin de juin, le temps travaillé par Pascal a été le suivant :

Semaine	Temps travaillé	Salaire reçu
11 mai au 15 mai 2020	16 heures	320 \$
18 mai au 22 mai 2020	0 heure	0 \$
25 mai au 29 mai 2020	0 heure	0 \$
1 <sup>er</sup> juin au 5 juin 2020	40 heures	800 \$
8 juin au 12 juin 2020	50 heures	1 100 \$
15 juin au 19 juin 2020	32 heures	640 \$
22 juin au 26 juin 2020	24 heures	480 \$

#### QUESTION 14

En date du 18 janvier 2021, quelle somme est due par l'Académie Bonaparte à Pascal Lebrun à titre d'indemnité pour le jour férié du 24 juin 2020? Noircissez LA CASE qui correspond à la bonne réponse sur votre feuillet de réponses.

- a) 0 \$
- b) 80 \$
- c) 95 \$
- d) 112 \$
- e) 136 \$
- f) 143 \$
- g) 151 \$
- h) 160 \$

#### FAITS COMPLÉMENTAIRES

Marlène vous soumet maintenant le cas de Caroline Martina, une employée de bureau qui travaille pour l'Académie à titre de commis comptable.

Caroline a commencé à travailler pour l'Académie le 15 mai 2015. Elle a un horaire de travail un peu particulier. Chaque année, elle travaille à temps plein pendant 12 semaines (septembre, octobre et novembre). Elle cesse ensuite de travailler à compter du début du mois de décembre et l'Académie lui remet un relevé d'emploi pour qu'elle puisse remplir une demande d'assurance-emploi. Caroline revient ensuite travailler à temps plein 12 semaines supplémentaires au printemps (mai, juin et juillet). Elle prend ensuite des vacances au début du mois d'août et l'Académie lui remet un autre relevé d'emploi à la fin de ses vacances.

L'Académie verse à Caroline un salaire hebdomadaire de 2 000 \$, peu importe le nombre d'heures travaillées par semaine ou par mois.

Au cours des dernières années, Caroline a reçu les sommes suivantes à titre de salaire pour les périodes travaillées :

Période	Salaire reçu	Explication
Septembre-novembre 2017	24 000 \$	12 semaines effectivement travaillées.
Mai-juillet 2018	8 000 \$	Caroline a été en congé de maternité durant les mois de mai et juin 2018 - 4 semaines effectivement travaillées.
Septembre-novembre 2018	24 000 \$	12 semaines effectivement travaillées.
Mai-juillet 2019	24 000 \$	12 semaines effectivement travaillées.
Septembre-novembre 2019	0 \$	L'Académie a permis à Caroline de prendre un congé sans solde pour qu'elle fasse un voyage autour du monde - 0 semaine effectivement travaillée.
Mai-juillet 2020	24 000 \$	12 semaines effectivement travaillées.
Septembre-novembre 2020	8 000 \$	Caroline a été en congé de maladie durant les mois de septembre et octobre 2020 - 4 semaines effectivement travaillées.
Mai-juillet 2021	n/d	Nous ignorons combien de semaines Caroline travaillera durant cette période.

Marlène veut savoir quel montant l'Académie devra verser à Caroline lorsque cette dernière prendra ses vacances au début du mois d'août 2021.

#### QUESTION 15

Quel montant l'Académie Bonaparte devra-t-elle verser à Caroline Martina au moment où celle-ci prendra ses vacances au début du mois d'août 2021? Noircissez LA CASE qui correspond à la bonne réponse sur votre feuillet de réponses.

- a) Il est impossible de répondre à cette question parce que nous ignorons quel montant Caroline Martina recevra en salaire pour les mois de mai à juillet 2021.
- b) 1 280 \$
- c) 1 920 \$
- d) 2 880 \$
- e) 4 000 \$
- f) 6 000 \$

## FAITS COMPLÉMENTAIRES

Marlène discute ensuite du cas de Guy Spagnoletti, un psychoéducateur embauché par l'Académie le 14 janvier 2019. L'Académie a toujours eu des difficultés avec ce salarié. En effet, l'école a reçu dix plaintes concernant les services qu'il donne aux enfants en difficulté dont il a la charge. Généralement, les parents se plaignent du fait que Guy est rude avec leurs enfants, ce qui entraîne chez ces derniers une grande insécurité et un sentiment d'incompétence. Guy a reçu deux avertissements verbaux et deux avertissements écrits à ce sujet, par lesquels il était sommé de modifier son approche pédagogique. Ces avertissements n'ont pas été contestés.

De plus, Guy arrive en retard au travail au moins deux ou trois fois par mois, ce qui perturbe le fonctionnement des classes dans lesquelles il doit intervenir. Sur cette question, Marlène a remis trois avertissements écrits à Guy depuis son embauche et elle l'a même suspendu une journée pour un retard à la première journée d'école en septembre 2019. Ces avertissements et la suspension n'ont pas été contestés.

Le 14 décembre 2020, Marlène a reçu une pétition signée par dix enseignants de l'Académie, dans laquelle les enseignants dénoncent l'approche pédagogique de Guy et son attitude avec les enfants. Dans cette lettre, les enseignants demandent à la direction de l'Académie de mettre fin sans délai à l'emploi de Guy et de le remplacer par un psychoéducateur compétent. Dès le lendemain, Marlène a rencontré Guy, qui a nié avec véhémence avoir agi avec rudesse envers les enfants. Lors de cette rencontre, Marlène a donné l'ordre à Guy de changer immédiatement son approche pédagogique et elle lui a dit qu'il serait congédié sur-le-champ au prochain écart de conduite. Immédiatement après la rencontre, Marlène a fait parvenir à Guy un courriel confirmant qu'il devait immédiatement modifier son approche pédagogique et qu'à défaut il serait congédié au prochain écart de conduite.

Le 17 décembre 2020, un employé de bureau a informé Marlène que Guy avait tenté à plusieurs reprises au cours des dernières semaines d'organiser des rencontres des employés administratifs de l'Académie pendant les fins de semaine dans le but de fonder un syndicat et de convaincre les salariés d'y adhérer. Selon cet employé, une seule rencontre, animée par Guy, s'est effectivement tenue au début du mois de décembre et seuls deux employés de bureau y ont

assisté. Apparemment, aucun de ces deux employés n'a accepté de signer de carte de membre du syndicat créé par Guy.

Le 6 janvier 2021, vers 10 h 30, Marlène a entendu des cris en provenance d'une classe de 3<sup>e</sup> année. Elle s'est précipitée dans la classe et elle a vu Guy tenir un enfant par le bras. Alors que de l'autre bras l'enfant s'accrochait à son pupitre, Guy l'a tiré d'un coup sec. L'enfant est alors tombé en se cognant la tête sur un pupitre.

Marlène a alors ordonné à Guy de la suivre dans son bureau où elle lui a immédiatement fait part de son congédiement. Dès le lendemain, elle a lui fait parvenir une lettre de congédiement par courrier recommandé.

Le contrat de travail de Guy contient la clause suivante :

12. Le salarié comprend que tout acte violent à l'endroit d'un enfant ou d'un collègue de travail constitue une faute grave qui justifie un congédiement immédiat. Le salarié ne pourra exercer aucun recours à l'encontre d'un congédiement imposé pour ce motif.

Marlène vous mentionne que l'enfant n'a pas été sérieusement blessé, sa petite ecchymose sur le front ayant disparu rapidement.

Elle vous demande quels recours Guy pourrait exercer à l'encontre de son congédiement.

#### **QUESTION 16**

**En date du 18 janvier 2021, quels recours Guy Spagnoletti pourrait-il exercer à l'encontre de son congédiement? Noircissez LES CASES qui correspondent à la bonne réponse sur votre feuillet de réponses.**

- a) Une plainte pour pratique interdite à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail.**
- b) Une plainte pour congédiement sans cause juste et suffisante à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail.**

- c) Une demande introductive d'instance pour le paiement d'une indemnité de remplacement du délai-congé devant un tribunal de droit commun.
- d) Une plainte à la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse pour congédiement discriminatoire.
- e) Le dépôt d'un grief.
- f) Une plainte en vertu de l'article 16 du Code du travail au Tribunal administratif du travail.

### FAITS COMPLÉMENTAIRES

Marlène vous raconte que les relations entre l'Académie et le S.E.E.A.B. sont très difficiles depuis l'élection en décembre 2018 de Suzie Wade à titre de présidente du syndicat. Suzie a une attitude intransigeante face à l'Académie et le S.E.E.A.B. a déposé 15 griefs depuis son élection en 2018, alors qu'un seul grief avait été déposé au cours des quatre années précédentes.

Marlène vous raconte que, selon les statuts et règlements du S.E.E.A.B., les membres du comité exécutif du syndicat sont élus pour un mandat de deux ans, renouvelable.

Marlène a été informée par un enseignant membre du S.E.E.A.B., qu'elle préfère ne pas identifier, qu'une assemblée générale du syndicat a eu lieu le 17 décembre 2020. Suzie y a été réélue pour un mandat de deux ans, à l'unanimité des membres présents lors d'un vote tenu à main levée. Marlène estime qu'il est inacceptable que l'élection de la présidente du S.E.E.A.B. se soit faite à main levée.

Les statuts et règlements du S.E.E.A.B. sont silencieux quant à la procédure de vote pour l'élection des membres du comité exécutif du syndicat.

Marlène vous demande quel recours pourrait être intenté par un membre du S.E.E.A.B. qui souhaiterait contester l'élection de Suzie à la présidence du syndicat.

## QUESTION 17

Quel recours susceptible de permettre l'annulation de l'élection de Suzie Wade pourrait être intenté par un membre du Syndicat des enseignants de l'école Académie Bonaparte? Noircissez LA CASE qui correspond à la bonne réponse sur votre feuillet de réponses.

- a) Une demande introductive d'instance au Tribunal administratif du travail.
- b) Une demande introductive d'instance en injonction devant la Cour supérieure du Québec.
- c) Une plainte pénale au Tribunal administratif du travail.
- d) Une demande de pourvoi en contrôle judiciaire à la Cour supérieure.
- e) Une plainte pénale à la Cour du Québec.
- f) Une demande d'arbitrage de différend.

## FAITS COMPLÉMENTAIRES

Marlène vous explique que, le 15 janvier 2021, le S.E.E.A.B. a déposé un grief réclamant le remboursement d'une journée de salaire au nom de l'enseignante Audrey St-Laurent. Le 15 décembre 2020, Audrey s'est présentée au bureau de Marlène afin de l'informer qu'elle serait absente le 18 décembre, soit le jour de son mariage. Audrey s'est excusée de ne pas avoir avisé l'Académie à l'avance, mais les plans de mariage ont changé à la dernière minute en raison d'un imprévu relatif au célébrant. Marlène lui a répondu qu'elle allait l'autoriser à s'absenter, vu l'importance de l'événement.

Marlène a indiqué à Audrey qu'elle ne serait toutefois pas rémunérée pour cette journée d'absence, parce que le préavis d'absence donné ne respectait pas la convention collective. Elle a exigé qu'Audrey signe un document confirmant son accord à prendre un congé non rémunéré.



Le 18 décembre 2020, Audrey ne s'est pas présentée au travail et l'Académie ne l'a pas rémunérée pour cette journée. La coupure de salaire a été effectuée sur la paie remise à Audrey le 7 janvier 2021.

Marlène vous signale trois dispositions de la convention collective intervenue entre le S.E.E.A.B. et l'Académie :

9.05	L'enseignant qui désire s'absenter sans réduction de salaire le jour de son mariage doit aviser par écrit la directrice de l'Académie au moins deux semaines à l'avance de la date de son absence.
19.01	Tout grief du Syndicat ou d'un enseignant doit être déposé dans les cinq jours qui suivent l'événement qui donne lieu au grief.
19.09	L'arbitre de griefs ne peut pas modifier la convention collective, ni y ajouter ou y soustraire.

Le S.E.E.A.B. dépose un grief le 15 janvier 2021 afin de contester la coupure de salaire à Audrey pour la journée du 18 décembre 2020.

#### QUESTION 18

Dans l'hypothèse où le grief du Syndicat des enseignants de l'école Académie Bonaparte serait porté à l'arbitrage, quelle décision devrait rendre l'arbitre de griefs qui en serait saisi? Noircissez LA CASE qui correspond à la bonne réponse sur votre feuillet de réponses.

- a) L'arbitre de griefs devrait rejeter le grief, car Audrey St-Laurent a expressément renoncé à être payée pour la journée du 18 décembre 2020.
- b) L'arbitre de griefs devrait rejeter le grief parce qu'il est prescrit.
- c) L'arbitre de griefs devrait rejeter le grief parce que ni la convention collective ni la *Loi sur les normes du travail* n'ont été violées.
- d) L'arbitre de griefs devrait accueillir le grief et ordonner à l'Académie Bonaparte de rembourser une journée de salaire à Audrey St-Laurent.
- e) L'arbitre de griefs devrait accueillir le grief et ordonner à l'Académie Bonaparte de rembourser la moitié du salaire perdu par Audrey St-Laurent puisqu'elle avait un bon motif de ne pas avoir avisé dans les délais requis.

## Problème 2

La mise en situation du problème 2 du dossier 3 est évolutive : tous les faits complémentaires que vous y trouverez s'ajoutent à la trame de faits principale.

En 2001, William Plamondon fonde avec son frère, Ronald Plamondon, l'entreprise Complexe Tennis pour les sportifs inc. (ci-après « CTS »). William possède 60 % des actions et son frère en possède 40 %.

En 2002, CTS fait l'acquisition d'un immense terrain près de la ville de Beloeil. Deux ans plus tard, après avoir effectué des travaux d'aménagement qui ont coûté près de quatre millions de dollars, le CTS ouvre finalement ses portes. En plus des activités de tennis extérieur et intérieur et autres sports de raquettes, CTS exploite un restaurant qui vend des rafraîchissements et des repas légers de restauration rapide. Également, CTS exploite une boutique spécialisée dans la vente d'équipement de sports de raquettes.

L'entreprise vit une croissance effrénée et c'est ainsi qu'en 2010, CTS fait construire un hôtel de 30 chambres adjacent au complexe sportif. Les activités de l'hôtel démarrent le 20 août 2010 et, en mars 2011, CTS y ouvre un restaurant offrant une formule complète de repas qui vient remplacer le restaurant qui servait des rafraîchissements et des repas légers.

Depuis 2011, CTS ne compte pas moins de 200 salariés. L'équipe de direction se compose des personnes suivantes : William Plamondon est président directeur général et tous les cadres doivent s'en remettre à lui en ce qui concerne les décisions importantes; Stéphanie Forget est directrice des ressources humaines et responsable d'une équipe qui compte 10 salariés; Louisa Marleau est directrice de l'hôtel, qui compte 60 salariés; Colombe Pelletier est directrice du restaurant, qui compte 40 salariés. Luis Martin est gérant de la boutique d'équipements de sports de raquettes.

Finalement, Ronald Plamondon est directeur des opérations du complexe sportif et est, à ce titre, responsable d'une équipe de 70 salariés. La responsabilité générale de Ronald est de s'assurer du bon déroulement des activités sur le terrain du complexe sportif. Dans ce cadre, il procède à l'embauche et à l'évaluation des employés; il est aussi responsable des mesures disciplinaires relatives à ces salariés, sauf lorsqu'il s'agit d'un congédiement, auquel cas il doit

faire une recommandation à Stéphanie, qui a le pouvoir de prendre la décision finale. Il s'occupe aussi de la confection des horaires de travail des salariés.

Le 30 mars 2015, Pauline Fournier est embauchée par CTS à titre de gérante de la boutique et remplace donc Luis à ce poste. Dans le cadre de ses fonctions, Pauline est responsable de la gestion du personnel qui travaille à la boutique. À ce titre, elle procède à l'embauche des salariés et à leur évaluation. Elle confectionne les horaires de travail des salariés et elle s'occupe de la comptabilité quotidienne de la boutique. Lorsqu'un salarié de la boutique commet une faute dans le cadre de son travail, c'est elle qui est responsable de déterminer la sanction appropriée (avis verbal, avis écrit, suspension) et, lorsque c'est nécessaire, elle rédige les mesures disciplinaires qui sont remises aux salariés. Toutefois, lorsqu'elle estime qu'un salarié devrait être congédié, elle en fait la recommandation à Stéphanie qui prend la décision finale et rédige et signe la lettre de congédiement.

Le 1<sup>er</sup> septembre 2017, Pauline quitte CTS pour entreprendre des études universitaires à temps plein en administration. Le 15 septembre 2017, Virginie Demers est embauchée par CTS à titre de gérante de la boutique pour remplacer Pauline.

Le 1<sup>er</sup> janvier 2020, Ronald prend sa retraite et quitte son poste de directeur des opérations du complexe sportif, tout en conservant ses actions de CTS.

Pauline obtient son baccalauréat en administration des affaires au printemps 2020. Le 1<sup>er</sup> avril 2020, elle retourne travailler chez CTS, à titre de directrice des opérations du complexe sportif. À partir de ce moment, elle assume les mêmes responsabilités que Ronald assumait avant elle à titre de directeur des opérations du complexe sportif.

Au cours de l'été 2020, le Congrès des travailleurs du Québec (ci-après « CTQ »), une centrale syndicale, fonde le Syndicat des travailleurs de Complexe Tennis pour les sportifs inc. (ci-après « STCTS ») et entreprend une campagne de syndicalisation des salariés de CTS. La campagne de syndicalisation est très féroce et il existe une grande tension dans l'entreprise.

Le 20 août 2020, William organise une rencontre virtuelle à laquelle participent 120 salariés de l'entreprise. Pendant cette réunion, il leur raconte sa carrière d'entrepreneur et leur explique que le CTQ est une grande centrale syndicale qui ne se préoccupe pas du bien-être des

travailleurs et dont le seul objectif est de s'enrichir grâce aux cotisations syndicales. Il affirme aussi que le STCTS, dont l'exécutif se compose de salariés de CTS, n'est qu'une marionnette du CTQ et que les salariés qui y adhèrent ne comprennent pas le danger qu'ils courent eux-mêmes et qu'ils font courir à leurs collègues de travail. Il ajoute finalement que si les employés décident de se syndiquer, cela pourrait placer CTS en grande difficulté financière, entraîner l'abolition de certains emplois, voire même compromettre la survie de l'entreprise.

Dès le lendemain, le STCTS dépose une plainte contre CTS et William au Tribunal administratif du travail (ci-après « TAT ») en vertu de l'article 12 du Code du travail afin de dénoncer le comportement de William lors de la réunion de la veille.

Le 1<sup>er</sup> octobre 2020, le TAT accueille la plainte du STCTS. Les conclusions du TAT sont les suivantes :

« [le TAT] **ACCUEILLE** la plainte déposée par le Syndicat des travailleurs de Complexe Tennis pour les sportifs inc. en vertu de l'article 12 du Code du travail;

**ORDONNE** à Complexe Tennis pour les sportifs inc. de cesser d'entraver les activités du Syndicat des travailleurs de Complexe Tennis pour les sportifs inc.;

**ORDONNE** à Complexe Tennis pour les sportifs inc., et plus particulièrement à William Plamondon, d'afficher une copie du présent jugement dans les dix jours de la réception de la présente décision, dans la salle de repos des salariés située dans le bâtiment d'accueil du complexe sportif, dans la boutique d'équipements, dans le restaurant de Complexe Tennis pour les sportifs inc. et dans l'hôtel de Complexe Tennis pour les sportifs inc., à des endroits visibles et accessibles par les salariés; [...] »

Le 2 octobre 2020, le STCTS notifie par huissier à CTS et à William personnellement la décision du TAT.

Le 8 octobre 2020, William croise Sylvain Charron, préposé à l'entretien et président du STCTS. William, d'un ton irrité et devant plusieurs autres salariés, indique à Sylvain qu'il ne discutera

plus de syndicalisation avec les salariés, mais qu'il n'est pas question qu'il s'humilie publiquement en affichant où que ce soit la décision du TAT. William termine en déclarant qu'avant que le jugement du TAT soit affiché où que ce soit sur les terrains de CTS, il faudra qu'on lui « passe sur le corps ».

Le 19 octobre 2020, le STCTS dépose au greffe de la Cour supérieure du district judiciaire de Saint-Hyacinthe une copie de la décision du TAT. Le 21 octobre 2020, compte tenu que la décision du TAT n'a été affichée nulle part, le STCTS dépose à la Cour supérieure une demande pour outrage au tribunal contre CTS et William, demande qui leur est signifiée le jour même.

### QUESTION 19

Quelle devrait être la décision de la Cour supérieure sur la demande pour outrage au tribunal dirigée contre William Plamondon? Noircissez LA CASE qui correspond à la bonne réponse sur votre feuillet de réponses.

- a) La Cour supérieure rejettera la demande parce que la procédure n'a pas été respectée.
- b) La Cour supérieure rejettera la demande parce qu'au moment de son dépôt, la décision du Tribunal administratif du travail était toujours susceptible d'être l'objet d'une demande de révision au Tribunal administratif du travail ou d'une demande en pourvoi en contrôle judiciaire à la Cour supérieure.
- c) La Cour supérieure rejettera la demande parce que William Plamondon ne peut être personnellement tenu responsable du non-respect par Complexe Tennis pour les sportifs inc. de l'ordonnance rendue par le Tribunal administratif du travail.
- d) La Cour supérieure rejettera la demande parce que le Tribunal administratif du travail a compétence exclusive pour condamner une personne pour outrage au tribunal à la suite du non-respect d'une ordonnance qu'il a rendue.
- e) La Cour supérieure accueillera la demande parce que William Plamondon a commis un outrage au tribunal en n'affichant pas la décision du Tribunal administratif du travail, comme l'avait ordonné cette dernière.

## FAITS COMPLÉMENTAIRES

Le 4 décembre 2020, le STCTS dépose conformément aux dispositions du Code du travail une requête en accréditation au TAT, dans laquelle il demande à être accrédité pour représenter « tous les salariés au sens du Code du travail de CTS qui travaillent à la boutique et aux opérations du complexe sportif, à l'exclusion des salariés qui travaillent au bureau des ressources humaines ».

En date du 4 décembre 2020, les effectifs du STCTS sont les suivants :

- Aucun des 10 salariés qui travaillent au bureau des ressources humaines de CTS n'est membre du STCTS;
- 54 des 60 salariés qui travaillent à l'hôtel sont membres du STCTS;
- 32 des 40 salariés qui travaillent au restaurant sont membres du STCTS;
- 9 des 20 salariés qui travaillent à la boutique sont membres du STCTS;
- 37 des 70 salariés qui travaillent au complexe sportif sont membres du STCTS.

Le 7 décembre 2020, Lucie Morlon et Sophie Nadeau, deux salariées membres du STCTS qui travaillent aux opérations du complexe sportif, remettent leur démission à Stéphanie.

Le 8 décembre 2020, Pauline embauche deux nouveaux salariés aux opérations du complexe sportif pour remplacer les deux employées démissionnaires. Naturellement, les deux nouveaux salariés ne sont pas membres du STCTS.

## QUESTION 20

En date du 18 janvier 2021, en présumant que l'unité de négociation proposée par le Syndicat des travailleurs de Complexe Tennis pour les sportifs inc. dans sa requête en accréditation est appropriée et que Complexe Tennis pour les sportifs inc. ne communique pas de désaccord à cet égard, que fera l'agent de relations du travail dépêché par le Tribunal administratif du travail? Noircissez LA CASE qui correspond à la bonne réponse sur votre feuillet de réponses.

- a) L'agent de relations du travail accréditera sur-le-champ le Syndicat des travailleurs de Complexe Tennis pour les sportifs inc. pour représenter les salariés qui travaillent à la boutique et aux opérations du complexe sportif.
- b) L'agent de relations du travail accréditera sur-le-champ le Syndicat des travailleurs de Complexe Tennis pour les sportifs inc. pour représenter les salariés qui travaillent aux opérations du complexe sportif seulement et fera rapport au Tribunal administratif du travail quant aux salariés qui travaillent à la boutique.
- c) L'agent de relations du travail accréditera sur-le-champ le Syndicat des travailleurs de Complexe Tennis pour les sportifs inc. pour représenter les salariés qui travaillent aux opérations du complexe sportif et ordonnera la tenue d'un vote au scrutin secret pour les employés qui travaillent à la boutique.
- d) L'agent de relations du travail ordonnera la tenue d'un vote au scrutin secret pour les employés qui travaillent à la boutique et aux opérations du complexe sportif.
- e) Le Tribunal administratif du travail rejettera la requête en accréditation au motif qu'elle est irrecevable.